

LE CLA SATISFAIT DES DEUX JOURS DE GRÈVE

Vers l'unification et la radicalisation du mouvement

Les deux jours de grève initiés par le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) dimanche et lundi sont une «grande réussite» aux dires du syndicat.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Le CLA, qui a réussi le pari de paralyser les lycées, ne compte pas s'arrêter à ce stade. Des actions plus musclées seront entreprises en coordination avec l'intersyndicale des syndicats autonomes. Une réunion est prévue dès le début de la semaine prochaine afin de décider de la nature des protestations à venir. Il s'agit, selon le CLA, d'une demande pressante de la base qui réclame l'unification de l'action syndicale.

En attendant, le bilan des deux jours de débrayage est qualifié de positif par le CLA, qui indique que le mouvement a été massivement suivi dans une dizaine de wilayas, particulièrement à Alger et Béjaïa. Selon M. Achour du CLA,

contacté hier, «cette action a créé un élan au sein des travailleurs de l'éducation.

Nous avons reçu des messages de soutien de la part des travailleurs de l'éducation au niveau du primaire et du moyen». Interrogé au sujet d'une éventuelle réaction de la tutelle, M. Achour a indiqué que c'est le silence radio mais que le ministère de l'Éducation s'est, encore une fois, illustré en intimidant les grévistes et en faisant croire que le CLA est «mort». A ces allégations, le CLA répond qu'il continue dans sa ligne combative en dépit de la mort de son fondateur, Osmane Redouane.

Le CLA continue en effet de dénoncer «une gestion directive à grand

renfort de circulaires (qui s'installe au détriment des savoirs et de la progression réelle des élèves. De même, le pouvoir pédagogique des enseignants est remis en cause, d'année en année, par des inscriptions sauvages qui ne prennent pas en considération celles des conseils de classe» et considère que «le nouveau statut particulier consacre la dépermanisation et nivelle par le bas les différents corps de l'éducation en créant seulement deux grades au lieu de prévoir une promotion horizontale systématique».

Le CLA continue de revendiquer une augmentation conséquente des salaires, le statut particulier des travailleurs de l'éducation et enfin la retraite après seulement 25 ans de service.

N. I.



Photos : Samir Sid

Pari réussi.

SELON TAYEB LOUH

Le code du travail débattu au 2^e semestre 2009

Le nouveau code du travail sera débattu entre les partenaires sociaux au cours du deuxième semestre 2009 et la réunion tripartite (gouvernement-UGTA-patronat) est prévue au cours de l'année. Selon le ministre de l'Emploi, la tendance est «à la baisse» concernant les derniers chiffres du chômage.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale (MTESS), Tayeb Louh, était hier l'hôte des assises de la 12^e réunion du Réseau international des institutions de formation dans le travail (RIIFT), ouverte pour deux jours à l'hôtel El-Aurassi à Alger. A cette occasion, Tayeb Louh a vanté la pertinence du dialogue social, notamment dans le contexte de crise économique mondiale.

La tripartite aura lieu au cours de l'année

Un dialogue déjà en œuvre en Algérie, a-t-il affirmé, se référant aux données de l'Inspection générale du travail qui a recensé la conclusion de 55 conventions collectives de branches et 92 accords collectifs, ainsi qu'une seule convention-cadre pour le secteur privé.

De même, Tayeb Louh a relevé que 2 796 conventions collectives et 13 105 accords collectifs ont été conclus depuis la promulgation de la loi 90-11 régissant les relations de travail au sein de l'entreprise productrice. A propos de dialogue social, le ministre du Travail a indiqué, sans donner davantage de détails, que la prochaine réunion tripartite (gouvernement-UGTA-patronat) aura lieu au cours de l'année 2009.

Comme Tayeb Louh a affirmé que le dialogue est «permanent» avec les différentes organisations syndicales «agréées».

Reste à adopter, rappellera-t-il, l'ensemble des statuts particuliers des travailleurs de la Fonction publique (dont 18 seulement l'ont déjà été) avant de passer à la discussion des régimes indemnitaires. Cela étant, le ministre de l'Emploi a indiqué que le nouveau code du travail sera «ouvert» au débat entre les partenaires sociaux au cours du deuxième semestre 2009. Un code qui prendra en considération tant le contexte de crise mondiale que la nécessité de créer des emplois permanents.

20 milliards de dinars de garanties aux crédits

Dans cet ordre d'idées, Tayeb Louh a relevé qu'à la faveur du plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage, impulsé depuis juin 2008, plus de 188 000 postes d'emploi ont été créés.

Ce plan est basé notamment sur une approche économique dans la lutte contre le chômage et la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat auprès des jeunes. Dans ce sens, le ministre de l'Emploi s'est déclaré satisfait par l'amélioration du financement bancaire des projets d'entrepre-



Tayeb Louh.

neurat. Outre les 10 milliards de dinars alloués par la loi de finances pour 2009, la caisse de garantie des crédits devra bénéficier d'une rallonge de 10 milliards de dinars dès l'année prochaine. Soit une vingtaine de milliards de dinars qui permettront de garantir les projets de création d'entreprises. Comme le plan d'action doit ainsi contribuer à la création de 2 millions d'emplois à l'horizon 2009 ainsi que la réduction du taux de chômage à moins de 10% à l'horizon 2009-2010 et à moins de 9% durant la période 2011-2013.

Le taux de chômage à «la baisse»

A ce sujet, Tayeb Louh a rappelé qu'en 2007, le taux de chômage avait été estimé à 11,8% de la population active. Un taux

qui va «à la baisse», assure-t-il, sur la foi des résultats de l'enquête menée en 2008 par l'Office national des statistiques (ONS). Toutefois, Tayeb Louh a refusé d'être plus explicite, promettant de dévoiler le prochain taux à l'issue de l'opération d'«affinement» de ces résultats.

Cela étant, le RIIFT a été créé en 2002 dans le but de développer la formation en réseau et de promouvoir les objectifs de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans les 12 institutions membres qu'il compte, dont l'Institut national algérien du travail (INT).

Cet institut a notamment contribué, entre 2006 et 2008, à la formation de 4 000 cadres gestionnaires, syndicaux et travailleurs.

C. B.

CENTRE UNIVERSITAIRE COLONEL AKLI-MOHAND-OULHADJ DE BOUIRA La commission d'enquête ministérielle enfin sur les lieux

Après près de trois semaines de grève au centre universitaire colonel Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a, enfin, accédé à l'une des principales revendications des étudiants, regroupés autour de sept organisations estudiantines : AREN, UGEA, SNE, LNEA, UNGA UGEL, UNEA, à savoir l'envoi d'une commission ministérielle pour enquêter sur place sur la gestion pédagogique du centre, des œuvres universitaires et de l'animation culturelle et, éventuellement, discuter avec ces organisations de la plate-forme de revendications com-

portant une vingtaine de points. En effet, selon des informations émanant de ces organisations estudiantines, il est vivement souhaité de voir cette commission, outre son principal rôle d'enquête sur la gestion pédagogique du centre, des œuvres universitaires et de l'animation culturelle, se rapprocher de ces organisations afin de les écouter et de prendre en charge leurs doléances, c'est-à-dire les problèmes que les responsables locaux n'avaient pu régler et qui sont la cause directe du déclenchement de ce mouvement de grève.

Y. Y.